



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association Régionale du Travail Social Hauts de France

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Association Régionale du Travail Social Hauts de France
351 rue Ambroise Paré 59373 LOOS CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association Régionale du Travail Social Hauts de France

351 rue Ambroise Paré 59373 LOOS CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée générale de l'Association Régionale du Travail Social Hauts de France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Régionale du Travail Social Hauts de France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 31 mai 2024

KPMG SA

Matthieu PINERO

Associé

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	329 996	231 247	98 749	78 507
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	329 996	231 247	98 749	78 507
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	20 788 964	14 384 866	6 404 098	7 002 453
Terrains	880 943	176 720	704 223	712 333
Constructions	14 109 968	9 451 615	4 658 353	5 152 978
Installations techniques, matériel et outillage industriels	981 999	689 776	292 223	289 450
Autres	4 816 055	4 066 755	749 300	847 692
Immobilisations corporelles en cours			-	
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières	746 725	-	746 725	717 578
Participations et Créances rattachées	241 509		241 509	241 509
Autres titres immobilisés	4 574		4 574	4 574
Prêts			-	-
Autres	500 642		500 642	471 495
Total I	21 865 685	14 616 113	7 249 572	7 798 538
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	-		-	-
Créances			-	-
Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 256 421	47 045	5 209 376	3 824 244
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>			-	-
Autres	2 562 116		2 562 116	3 879 609
Valeurs mobilières de placement	15 905		15 905	15 905
Instruments de trésorerie			-	-
Disponibilités	2 450 254		2 450 254	2 473 456
Charges constatées d'avance	127 191		127 191	70 697
Total II	10 411 886	47 045	10 364 841	10 263 910
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	32 277 571	14 663 158	17 614 413	18 062 448

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...	- 23 321	- 23 321
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	- 23 321	- 23 321
Ecarts de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise	-	-
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)	-	-
Fonds associatifs avec droit de reprise	-	-
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecarts de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	5 642 094	5 642 094
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	2 890 988	2 890 988
Autres	2 751 106	2 751 106
Report à nouveau	1 843 712	1 873 458
Excédent ou déficit de l'exercice	168 772	-29 745
Situation nette (sous total)	7 631 256	7 462 484
Fonds propres consommables	928 806	925 853
Subventions d'investissement	928 806	925 853
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)	-	-
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	8 560 062	8 388 338
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II	-	-
PROVISIONS		
Provisions pour risques	256 016	25 000
Provisions pour charges	1 365 929	1 247 446
Total III	1 621 945	1 272 446
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
Total III bis	-	-
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	2 816 583	3 149 460
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	987 362	979 612
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 497 769	1 424 608
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 264 136	1 374 012
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	866 556	1 473 974
Total IV	7 432 406	8 401 665
Ecarts de conversion Passif (V)	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	17 614 413	18 062 448

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 040	1 020
Ventes de biens et services	9 822 361	9 060 387
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	9 822 361	9 060 387
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs	6 805 038	6 155 466
Concours publics et subventions d'exploitation	6 805 038	6 155 466
Subventions		
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	286 042	283 570
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	14 156	50 896
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part des subventions virées au compte de résultat		
Autres produits	14 156	50 896
Total I	16 928 637	15 551 339
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	3 268 551	3 204 580
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	214 936	203 304
Salaires et traitements	8 996 384	8 299 231
Charges sociales	2 836 123	2 706 326
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	827 074	848 989
Dotations aux provisions	555 415	328 826
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	32 297	33 014
Total II	16 730 780	15 624 269
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	197 857	- 72 930

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	21 356	3 101
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	21 356	3 101
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	65 489	72 614
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	65 489	72 614
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 44 133	- 69 513
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	153 724	- 142 443
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	170 913	89 645
Sur opérations en capital	170 571	189 943
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	341 484	279 588
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	321 871	166 430
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	321 871	166 430
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	19 613	113 158
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	4 566	460
Total des produits (I + III + V)	17 291 477	15 834 028
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	17 122 706	15 863 773
SOLDE INTERMEDIAIRE		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	168 771	- 29 745
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	-	-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL	-	-

Association ARTS Hauts-de- France

***Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le
31/12/2023***

Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	4
3	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	5
3.1	Faits caractéristiques de l'exercice	5
3.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	5
4	Principes et méthodes comptables	6
4.1	Principes généraux	6
4.1.1	Changement de méthode comptable	6
4.1.2	Changements d'estimation	6
4.1.3	Corrections d'erreurs	6
4.2	Dérogations	6
4.3	Principales méthodes comptables	6
5	Informations relatives aux postes du bilan	7
5.1	Actif immobilisé	7
5.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	8
5.1.3	Modalités d'amortissements	8
5.1.4	Informations relatives aux filiales et participations	8
5.2	Actif circulant	9
5.2.1	Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations	9
5.3	Tableau des dépréciations de l'Actif	9
5.4	Fonds propres	10
5.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	10
5.4.2	L'excédent ou déficit de l'exercice	10
5.4.3	Subventions d'investissement	10
5.5	Provision pour risques et charges	11
5.6	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice	12
6	Informations relatives au Compte de résultat	13
6.1	Produits du compte de résultat	13
6.1.1	Ventes de biens et de services	13
6.1.2	Subventions d'exploitation	13

6.2	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	13
6.2.1	Produits à recevoir	13
6.2.2	Charges à payer	14
6.2.3	Charges et produits exceptionnels	14
6.2.4	Honoraires des commissaires aux comptes	14
7	Informations relatives à la fiscalité	15
8	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	16
9	Informations relatives à l'effectif	17
10	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	18

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'ARTS a pour objet :

- D'assurer la gestion de l'IRTS Hauts-de-France et de tout établissement, organisme ou service à venir, concourant à son objet ;
- D'exercer les missions prévues par la réglementation applicable aux IRTS ;

Pour les secteurs de l'action sociale, sanitaire, médico-sociale et du monde de l'Entreprise :

- De conduire les actions d'étude, de recherche, de conseil et d'assistance ;
- De participer à l'animation, à l'information, à la formation initiale et permanente des milieux professionnels régionaux ;
- De développer, éventuellement, des prestations d'assistance technique aux établissements et services ;
- De promouvoir toute action intéressant le développement et l'évolution du travail social, sanitaire et médico-social, et de lutte contre les exclusions ;
- D'exercer toute mission en matière d'action sociale, sanitaire et médico-sociale, et plus précisément concernant les évaluations externes et internes des établissements sociaux et médico-sociaux, leur recrutement, la prévention de leurs risques psycho-sociaux, leur supervision et d'exercer toutes formes d'audit,

D'une manière générale, elle a pour but exclusif l'assistance et la bienfaisance.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Formation aux métiers du social des diplômés de niveau 3 à 7 :
 - ✓ Prépa aux métiers du social
 - ✓ Prépa OASIS (Personnes en situation de handicap)
 - ✓ Diplôme d'Etat d'Educateur Spécialisé
 - ✓ Diplôme d'Etat d'Educateur Technique Spécialisé
 - ✓ Diplôme d'Etat d'Assistant de Service Social
 - ✓ Diplôme d'Etat de Médiateur Familial
 - ✓ Titre homologué de Conseiller en Insertion Professionnelle
 - ✓ Diplôme d'Etat de Conseiller en Economie Sociale Familiale
 - ✓ Diplôme d'Etat de Technicien de l'Intervention Sociale et Familiale
 - ✓ Diplôme d'Etat de Moniteur Educateur
 - ✓ Titre de Moniteur d'Atelier
 - ✓ Diplôme d'Etat d'Accompagnant Educatif et Social
 - ✓ Diplôme d'Etat d'Assistant Familial
 - ✓ Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Encadrement et de Responsable d'Unité d'Intervention Sociale
 - ✓ Certificat d'Aptitude aux Fonctions de Directeur d'Etablissement ou de service d'intervention Sociale
 - ✓ Diplôme d'Etat d'Ingénierie Sociale (Insertion sociale et lutte contre les exclusions)
- Formations continues aux métiers du travail social et médico-social
- Groupe d'analyse de pratique - supervision
- Accompagnement à la VAE
- Formations qualifiantes :
 - ✓ Assistant de Soins en Gériatrie
 - ✓ Délégué aux prestations familiales
 - ✓ Certificat National d'Intervention en Autisme
 - ✓ Maître d'apprentissage
 - ✓ Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs
 - ✓ Tuteur
 - ✓ Assistant De Vie aux Familles (ADVF)
- Communication numérique et formation à distance à travers la marque Challenge Hauts-de-France :
 - ✓ Formations Formation Ouverte et A Distance (FOAD)
 - ✓ Création de capsules numériques
 - ✓ Plateforme LMS (Learning Management System)
- « Visites à domicile » des assistantes maternelles

Le périmètre de ces activités listées ci-dessus a été réalisé dans les Hauts-de-France sur les 5 sites de notre entité :

- ✓ Site Métropole Lilloise
- ✓ Site Artois
- ✓ Site Hainaut Cambrésis
- ✓ Site Côte d'Opale
- ✓ Site Grand Littoral

3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- Contribution complémentaire exceptionnelle de 506K€ octroyé par la région au titre de la subvention de fonctionnement.
- Une provision pour risque de perte de subvention de 204K€ liée aux abandons de formation des étudiants
- Une provision congés payés de 26K€ est constatée au titre du risque sur les longs arrêts maladies des trois dernières années.

3.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Il peut être appliqué par anticipation pour l'exercice en cours à sa date de publication (le 30/12/2018).

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

4.1.1 *Changement de méthode comptable*

Notre entité n'a constaté aucun changement de méthode comptable.

4.1.2 *Changements d'estimation*

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

4.1.3 *Corrections d'erreurs*

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

4.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

4.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1.

5 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

5.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'ARTS, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'ARTS sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 5.1.2.3.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Actif immobilisé (brut)				
Immobilisations incorporelles	293 715	36 281	-	329 996
Immobilisations corporelles	20 591 210	212 681	14 926	20 110 670
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières	717 578	29 347	200	746 725
TOTAL	21 602 503	278 308	15 126	21 187 391

5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Actif immobilisé (amortissements)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	215 033	16 039	-	231 072
Immobilisations corporelles	13 311 444	811 036	14 926	14 107 554
Immobilisations en cours	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	13 526 477	827 074	14 926	14 338 626

5.1.3 Modalités d'amortissements

Détail des immobilisations et amortissements d'actif en fin de période :

Nature du bien immobilisé	Montant Brut	Amortissements et dépréciations	Valeur Nette	Durée d'amortiss. pratiqué
Brevets, licences	136 700	85 905	50 794	3 ans
Logiciels	49 834	49 015	818	1 an
Autres immos corporelles	143 463	96 327	47 136	
Total immobilisations incorporelles	329 996	231 247	98 749	
Terrains	678 292	-	678 292	non amortissable
Agencement des terrains	202 651	176 720	25 931	49 ans
Constructions sur sol propre	5 931 636	3 649 480	2 282 156	49 ans
Agencement, aménag. des constructions	8 178 331	5 524 817	2 653 514	20 ans et dépréciation
Construction sur sol d'autrui	-	-	-	25 ans
Matériels outillage	246 008	233 533	12 475	5 ans
Instal techn.mat et out.	735 991	456 243	279 748	de 5 à 10 ans
Autres immos corpor	129 571	102 904	26 666	10 ans
Matériel transport	5 471	5 471	0	5 ans
Matériel de bureau	791 507	764 565	26 942	5 ans
Matériel informatique	1 657 630	1 335 778	321 852	6 ans
Matériel audio visuel	659 315	514 094	145 220	6 ans
Matériel pédagogique	171 510	168 149	3 361	5 ans
Mobilier	1 257 551	1 095 643	161 907	de 3 à 10 ans
Mobilier pédagogique	143 502	80 151	63 351	10 ans
Immo travaux en cours	-	-	-	non amortissable
Total immobilisations corporelles	20 788 965	14 107 549	6 681 416	
Autres immob financières	746 725		746 725	non amortissable
TOTAL	21 865 686	14 338 796	7 526 890	

5.1.4 Informations relatives aux filiales et participations

	capital social	participation	% détenu	avance octroyée
SCI Immo Santé	457 300	4 573	1	
SCI La Happe qui Peut	243 918	241 479	99	

	Capitaux propres à la dernière clôture	Quote part de capitaux propres détenus	Dépréciation
SCI Immo Santé	Non communiqué		
SCI La Happe qui Peut	1 022 466	1 012 241	0

5.2 **Actif circulant**

5.2.1 **Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations**

5.2.1.1 **Dépréciations**

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.

Méthode d'évaluation des créances douteuses depuis l'exercice 2007 : une provision est constituée à 100 % du montant des factures non payées au 31/12/N-1, plus 50 % des factures du 1er semestre de l'année en cours non payées, moins les factures qui seront, conventionnellement, payées après la fin de la formation.

La base de la dépréciation tient compte des règlements postérieurs à la clôture.

5.2.1.2 **Charges constatées d'avance et écart de conversion actif**

Les charges constatées d'avance sont composées de charges ordinaires pour un montant de 127190 € dont la répercussion sur le résultat est reportée à l'exercice.

Charges constatées d'avance	Montant
Achats et fournitures	0
Services extérieurs (Loyers et Abonnements)	51924
Autres services extérieurs	75266
TOTAL	127190

5.3 **Tableau des dépréciations de l'Actif**

Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	-			-
Immobilisations corporelles	277 318			277 318
Stocks	-			-
Créances	123 331	39 521	115 807	47 045
Immobilisations financières	-			-
Total	400 648	39 521	115 807	324 362

Précisions pour le poste immobilisations corporelles :

En prévision des travaux futurs à réaliser sur la toiture du site Métropole Lilloise, l'ARTS a décidé de déprécier la valeur nette comptable des travaux de même nature réalisés en 2007 et 2008 à hauteur d'un tiers par an. Il s'agit de la dernière année de dépréciation.

5.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

5.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation résultat	Résultat de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	- 23 321					- 23 321
Fonds propres avec droit de reprise	-					-
Ecart de réévaluation	-					-
Réserves	5 642 093					5 642 093
Report à nouveau (1)	1 873 458	- 29 745				1 843 712
Excédent ou déficit de l'exercice	- 29 745	29 745	168 772			168 772
Situation nette	7 462 484	-	168 772	-	-	7 631 256
Fonds propres consommables	-					-
Subventions d'investissement	- 925 853			12 048	15 000	- 928 806
Provisions réglementées	0					0
TOTAL	6 536 631	-	168 772	12 048	15 000	6 702 450

5.4.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les membres de l'entité. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

5.4.1.2 Tableau de variation des fonds propres avec droits de reprise

Absence de fonds propres avec droits de reprise.

5.4.2 L'excédent ou déficit de l'exercice

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

5.4.3 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribué à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan.

5.5 *Provision pour risques et charges*

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provision pour charges	1 247 446	284 878	166 394	1 365 929
Provision pour risques	25 000	26 561		51 561
Autres provision pour risques	-	204 455		204 455
Total	1 272 446	515 894	166 394	1 621 946

La provision pour risque correspond à un risque social engagé à la clôture.

La provision pour charges correspond aux engagements de retraite.

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	1 365 929		1 365 929

L'ARTS provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

La provision pour charges de départ en retraite est calculée pour l'ensemble des salariés permanents selon la méthode des unités de crédits projetées avec les hypothèses suivantes :

- Départ à 65 - 67 ans départ à taux plein,
- Evolution des salaires : +2%
- Taux d'actualisation : 3.1% (1,57 % en 2022) pour limiter l'impact des variations de taux sur le calcul de la provision IDR.
- Table de mortalité INSEE 2022
- Prise en compte de l'ancienneté dans le secteur y compris chez des précédents employeurs,
- Application d'une table de turn-over métiers : enseignement, santé et social,
- Taux moyen des charges sociales et fiscales 30% pour les non cadres et 45% pour les cadres.

5.6 **État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice**

Etat des dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéance à plus 1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)(3)				
Autres emprunts obligataires (2)(3)				
Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	2 816 583	340 159	1 819 149	657 276
Emprunts et dettes financières divers (2) (3)				
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	987 362	987 362		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	1 497 769	1 497 769		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
Autres dettes (3)	1 264 136	1 264 136		
Produits constatés d'avance	866 556	866 556		
TOTAL	7 432 406	4 955 982	1 819 149	657 276
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	332 877			
(3) Dont dettes garanties par des suretés réelles :				
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit				
CAISSE D'EPARGNE	2 489 222			
CREDIT MUTUEL	327 361			

Etat des créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à 1 an au plus	Échéance à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) Autres	475 575		475 575
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	5 209 376	5 209 376	
Créances reçues par legs ou donations			
Autres	2 562 116	2 562 116	
Charges constatées d'avance	127 191	127 191	
TOTAL	8 374 257	7 898 682	475 575
(1) Prêts accordés en cours d'exercice	29 347		
Prêts récupérés en cours d'exercice			

a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

b) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

Les emprunts souscrits à la Caisse d'Epargne sont garantis par la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions.

Les autres emprunts sont garantis par des engagements hypothécaires.

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 866 556 € au 31/12/2023. Ils ne sont composés que de produits ordinaires d'exploitation dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Produits constatés d'avance	Montant
Produits constatés d'avance sur formations	226 292
Produits constatés d'avance PRF	9 399
Produits constatés d'avance sur subventions	630 864,91
TOTAL	866 556

6 Informations relatives au Compte de résultat

6.1 Produits du compte de résultat

6.1.1 Ventes de biens et de services

Les ventes de biens et services peuvent être ainsi détaillées :

Nature du chiffre d'affaires	2023		2022	
	Montant	%	Montant	%
Produits de formations initiales	5 728 322	58%	5 123 889	57%
Produits de formations continues	1 004 108	10%	887 493	10%
Missions	1 422 123	14%	1 360 050	15%
Challenge	124 237	1%	155 789	2%
Visites d'agrément	1 350 813	14%	1 268 315	14%
Autres produits	192 758	2%	264 851	3%
TOTAL	9 822 361	100%	9 060 387	100%

6.1.2 Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Poste	2023	2022
Subvention de fonctionnement Conseil Régional	5 744 731,01	5 239 210
Subventions autres	1 060 307,39	916 256
Subvention exceptionnelle		
TOTAL	6 805 038	6 155 466

6.2 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

6.2.1 Produits à recevoir

Produits à recevoir sur clients et comptes rattachés	Montant
Clients factures à établir	2 258 327
TOTAL	2 258 327

Produits à recevoir sur formations	Montant
Produits à recevoir PRF	17 784
Produits à recevoir solde subvention du Conseil Régional Hauts-de-France	1 132 400
Autres produits de subventions à recevoir	1 326 435
TOTAL	2 476 620

Produits à recevoir sur subventions d'investissement	Montant
Produits à recevoir sur subventions d'investissement	266 160
TOTAL	266 160

6.2.2 Charges à payer

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Fournisseurs Factures non parvenues	404 164
Clients Avoir à émettre	7 845
Autres dettes	-
TOTAL	412 009

Dettes fiscales et sociales	Montant
Congés payés (charges sociales et fiscales incluses)	886 591
Autres dettes	-
TOTAL	886 591

6.2.3 Charges et produits exceptionnels

Charges exceptionnelles	321 871
Dont charges sur exercices antérieurs	319 337
Dont autres charges exceptionnelles	2 534
Produits exceptionnels	341 484
Dont quote-part de subvention d'investissement inscrites au compte de résultat	170 571
Dont régularisation des comptes clients	4 286
Dont autres produits exceptionnels	522
Dont produits sur exercices antérieurs	166 105

6.2.4 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires du Commissaire aux comptes pour l'exercice s'élèvent à 24500 € HT.

7 Informations relatives à la fiscalité

L'ARTS applique depuis le 1^{er} janvier 2020 la mise en place d'un secteur distinct d'activité soumis aux impôts commerciaux.

Compte-tenu des activités entrant dans le champ d'application de l'impôt sur les sociétés, notre entité n'est pas soumise à l'impôt sur les sociétés.

8 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...) :

Le montant total des « *rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature* » s'est élevé à 230 899 € en 2023.

9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié 2023 de l'ARTS se décompose ainsi, par catégorie :

	SELON LE STATUT		EN NOMBRE DE PERSONNES SOUS CDI											
	CADRE	CADRE	TAM	TAM	EMPLOYE	EMPLOYE	OUVRIER	OUVRIER	TOT NON CADRE	TOT NON CADRE	TOUT CONFONDU	TOUT CONFONDU	TOUT CONFONDU	TOUT CONFONDU
Sites Administratifs*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H et F	
CÔTE D'OPALE	2	7	0	4	0	0	0	0	0	4	2	11	13	
ARTOIS	6	13	0	5	0	1	1	0	1	6	7	19	26	
GRAND LITTORAL	3	12	0	6	0	1	0	0	0	7	3	19	22	
HAINAUT CAMBRESIS	2	16	0	6	0	0	1	0	1	6	3	22	25	
METROPOLE LILLOISE	6	26	1	11	0	2	1	0	2	13	8	39	47	
CHALLENGES	2	0	1	1	0	0	0	0	1	1	3	1	4	
FSE	0	1	0	2	0	0	0	0	0	2	0	3	3	
FCM AQ	1	6	0	6	0	0	0	0	0	6	1	12	13	
SERVICES TRANSVERSAUX	7	12	1	6	0	0	0	0	1	6	8	18	26	
	29	93	3	47	0	4	3	0	6	51	35	144	179	

L'effectif moyen « Intervenants Occasionnels » 2023 de l'ARTS (hors prestataires de Service) se décompose ainsi :

Etablissement	ETP IO
METROPOLE LILLOISE	11,20
ARTOIS	4,95
GRAND LITTORAL	3,07
HAINAUT CAMBRESIS	3,59
CÔTE D'OPALE	3,90
ARTS	26,71

Pour mémoire 1 ETP IO correspond à un volume de 1116 heures travaillées.

10 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

Engagements financiers donnés et reçus :

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Engagements assortis de sûretés réelles	Emprunt Caisse d'Epargne et Crédit mutuel (précisions en 5.6)	